

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES
DIRECTION DU BUDGET**

**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION
BUDGETAIRE
QUATRIEME TRIMESTRE 2014**

Janvier 2015

SOMMAIRE

CONTEXTE.....	3
I. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL.....	3
II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	5
II.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	7
II.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	7
II.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	11
II.2 Dépenses de personnel	14
III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	15
III.1 Les comptes d'affectation spéciale	15
III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)	15
III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	17
III.2 Le compte de commerce.....	17
III.3 Les comptes de prêts.....	17
III.4 Les comptes d'avance	17
III.5 Les comptes de garanties et d'aval.....	17

Liste des Graphiques :

<i>Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires par trimestre en 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.</i>	5
<i>Graphique 2: Service de la dette publique au 31 décembre 2014 (en milliards)</i>	9
<i>Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 31 décembre 2014</i>	13
<i>Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2013 et de 2014 (en milliards)</i>	14
<i>Graphique 5: Situation du FNR au 31 décembre 2014 (en milliards)</i>	16
<i>Graphique 6 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2013 et de 2014 (en milliards)</i>	17

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 31 décembre 2014 (en milliards).</i>	4
<i>Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 décembre 2014 (en milliards).....</i>	6
<i>Tableau 3: Service de la dette publique au 31 décembre 2014 (en milliards)</i>	8
<i>Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement</i>	10
<i>Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants</i>	11
<i>Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat.....</i>	12
<i>Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital</i>	13
<i>Tableau 8: Evolution de la masse salariale au 31 décembre 2014 (en milliards).....</i>	14
<i>Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 31 décembre 2014</i>	15
<i>Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 31 décembre 2014</i>	16

Liste des annexes

<i>ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 31 décembre 2014 (en milliards).....</i>	18
<i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2014 en FCFA.....</i>	20
<i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 décembre 2014 (hors dette et hors personnel).....</i>	21
<i>ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre</i>	22

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution, pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2014, de la loi n° 2013-07 du 18 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014. Il est destiné à l'information des parlementaires et mis à la disposition du public conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant lois organiques relatives aux lois de finances.

Il décrit la situation d'exécution des recettes internes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor pour le dernier trimestre de 2014 et procède à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il est important de souligner que les crédits des postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas comptabilisés dans la présente situation d'exécution du fait que ces structures de l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au SIGFIP.

I. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Les ressources internes du budget général recouvrées au cours du dernier trimestre 2014 se chiffrent à un montant de 530,97 milliards, soit une baisse de 21,66 milliards par rapport au troisième trimestre avec 552,64 milliards en recouvrement. Cette baisse est imputable à la baisse des recettes internes (-21,66 milliards) qui s'explique globalement par une diminution des recettes non fiscales (-19,27 milliards) et des autres recettes (-58,31 milliards) atténuée par la hausse des recettes fiscales (+55,91 milliards).

L'évolution du recouvrement des recettes fiscales et non fiscales est principalement imputable aux produits financiers (-16,72 milliards), à l'impôt revenu de l'entreprise et domaine (-6,87 milliards). Toutefois, cette baisse a été atténuée par les Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services et Autres recettes fiscales, qui ont augmenté respectivement de 23,62 milliards et 16,63 milliards par rapport au troisième trimestre.

Quant aux Autres recettes, leur baisse est le résultat de la forte baisse des Autres Emprunts (Emissions d'obligations) avec une diminution de 81 milliards et de la baisse des Emissions de bons du Trésor d'un montant de 30,02 milliards entre les deux trimestres.

En cumul au 31 décembre 2014, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 2050,95 milliards sur une prévision annuelle de 2646,41 milliards ; soit un niveau de réalisation de 77,5% contre 65% en cumul au 31 décembre 2013. Cette performance du niveau de réalisation s'explique par la hausse du niveau de recouvrement des recettes non fiscales de 115% comme niveau de réalisation contre 71,2% en 2013.

Les recettes fiscales et non fiscales se sont établies à 1562,08 milliards, pour un objectif de 1633 milliards, soit une moins-value d'un montant de 70,92 milliards imputable essentiellement aux recettes fiscales (-8229 milliards). Ces dernières sont recouvrées à hauteur de 1478,71 milliards contre un objectif de 1561 milliards. Une contre performance

attribuable entre autre à la détérioration des Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services.

En effet, le recouvrement des Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services se sont chiffrés à un montant de 720,04 milliards, soit une moins-value de 85,06 milliards par rapport à l'objectif de 805,01 milliards.

Par rapport à la même période de l'année 2013, les recouvrements sur les recettes fiscales et non fiscales se sont inscrits en hausse de 139,22 milliards, soit 9,8%. Cette hausse est essentiellement due aux recettes fiscales qui ont progressé de 121,74 milliards du fait de la forte hausse des Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (+54,29 milliards) et des Autres recettes fiscales (+45,43 milliards).

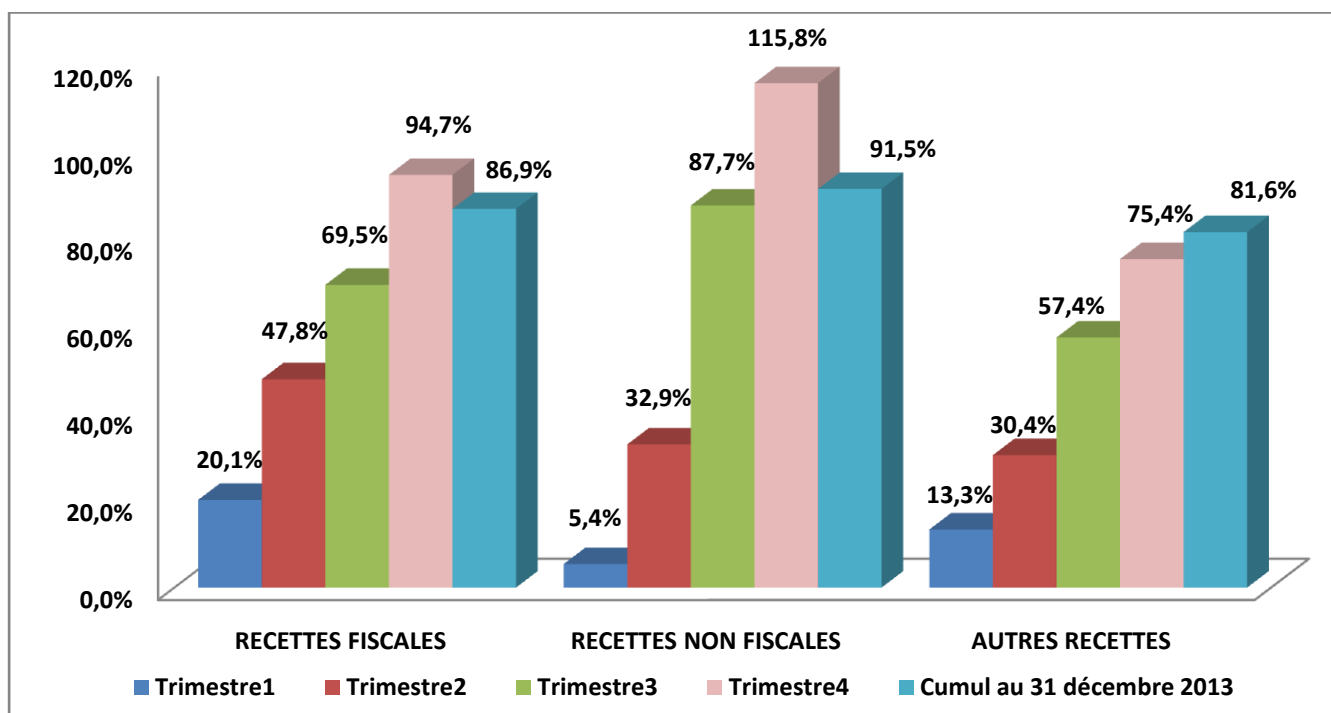
Les autres recettes, composées principalement des émissions de bons et d'obligations du Trésor, des recettes exceptionnelles et des remboursements de prêts rétrocédés, sont arrêtées **au 31 décembre 2014**, à un montant de 488,88 milliards dont 117,94 milliards de bons du Trésor, 222,06 milliards d'obligations et 107,29 milliards de recettes exceptionnelles (PTE/IADM).

Le détail des recettes du budget général est donné en annexe 1 du présent document et le graphique¹, ci-après, permet d'apprécier l'évolution des taux de réalisation des recettes entre le quatrième et le troisième trimestre 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.

Tableau 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 31 décembre 2014 (en milliards)

Nature de la recette	Prévisions LFI	Réalisation Trim. 3	Réalisation Trim. 4	Cumul au 31 déc 2014	Cumul au 31 déc 2013	Taux de réalisation 2014
RECETTES FISCALES	1561	338,14	394,06	1478,71	1356,96	94,7%
<i>Impôts directs</i>	459,9	78,71	90,66	443,9	423,28	96,5%
<i>Impôts indirects</i>	1101,1	259,43	303,39	1034,79	933,68	94,0%
RECETTES NON FISCALES	72	39,48	20,22	83,36	65,88	115,8%
TOTAL RECTTES FISCALES ET NON FISCALES	1633	377,62	414,27	1562,08	1422,85	95,7%
AUTRES RECETTES	648,41	175,01	116,70	488,87	529,02	75,4%
TOTAL RECETTES INTERNES	2281,41	552,63	530,98	2050,95	1951,87	89,9%

Graphique 1: Evolution des taux de réalisation des recettes budgétaires par trimestre en 2014 ainsi que leur évolution par rapport à 2013.



II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2281,408 milliards dans la loi de finances initiale pour 2014, les crédits du budget général ont été portés à 2311,57 milliards du fait d'une part de l'impact des Lois de finances rectificatives et des reports de crédits d'investissement pour un montant de 30,17 milliards.

Au **31 décembre 2014**, ces crédits sont engagés à hauteur de 2173,78 milliards, soit un taux d'exécution global de 94,04% contre 99,9% à la même période de 2013 (baisse de 5,96 points de pourcentage).

Ces engagements sont ordonnancés pour un montant de 2145,19 milliards et payés à hauteur de 2089,15 milliards pour l'année d'exécution 2014.

Le tableau suivant résume les différents niveaux d'exécution du budget général par titre **au 31 décembre 2014**.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 décembre 2014 (en milliards)

<i>Titre</i>	<i>Prévision</i>	<i>Modifications</i>	<i>Report de crédits</i>	<i>Total prévision</i>	<i>Engagement</i>	<i>taux d'engagement des crédits</i>	<i>Liquidation</i>	<i>Taux de liquidation des engagements</i>	<i>Ordonnancement</i>	<i>Taux d'ordonnancement des liquidations</i>	<i>Paiement</i>	<i>Reste à payer ou à prendre en charge</i>
	(1)	(2)	(3)	(4) = 1+ 2+ 3	(5)	(6)= 5/4	(7)	(8) = 7/5	(9)	(10)=9/7	(11)	(12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	523,41	-0,76		522,65	470,57	90%	470,57	100%	470,57	100,0%	470,57	0,00
Titre 2- Dépenses de personnel	491,60	-8,10		483,50	441,71	91%	441,71	100%	441,71	100,0%	441,71	0,00
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	379,73	-15,18		364,54	335,22	92%	317,11	95%	317,09	100,0%	294,66	22,44
Titre 4- Transferts courants	309,67	24,70		334,37	348,71	104%	348,59	100%	348,59	100,0%	344,25	4,34
Total dépenses ordinaires	1704,41	0,65	0,00	1705,06	1596,21	94%	1577,98	99%	1577,96	100,0%	1551,19	26,78
Total dépenses ordinaires hors personnel	1212,81	8,75	0,00	1221,56	1154,50	95%	1136,27	98%	1136,25	100,0%	1109,47	26,78
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	207,08	-28,69	19,99	198,37	170,36	86%	160,17	94%	160,16	100,0%	136,41	23,75
Titre 6- Transferts en capital	369,92	29,36	8,86	408,14	407,21	100%	407,06	100%	407,06	100,0%	401,55	5,51
Total Investissement	577,00	0,66	28,85	606,51	577,57	95%	567,23	98%	567,23	100,0%	537,97	29,26
TOTAL BG	2281,41	1,32	28,85	2311,58	2173,78	94%	2145,21	99%	2145,19	100,0%	2089,16	56,04

II.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

II.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1212,81 milliards. Ils sont exécutés **au 31 décembre 2014** comme suit :

Exécution sur le dernier trimestre :

- ✚ *Engagement* : 822,77 milliards soit 35,58% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge de l'Etat ;
- ✚ *Liquidation* : 861,87 milliards, soit 104,75% des engagements; elle correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- ✚ *Ordonnancement* : 865,27 milliards, soit 100,39% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- ✚ *Paiement* : le montant des paiements au 31 décembre 2014 est arrêté à 862,95 milliards, soit un taux de paiement de 104,88% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 2,32 milliards.

Le niveau du taux d'engagement a baissé de 22,9 points de pourcentage entre le quatrième et le troisième trimestre 2014. Les taux de liquidation, d'ordonnancement et de paiement sont quasiment au même niveau qu'au troisième trimestre.

Cumulé au 31 décembre 2014 :

- ✚ *Engagement* : 2173,78 milliards soit 94,01% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 2145,21 milliards, soit 98,69% des engagements ;
- ✚ *Ordonnancement* : 2145,19 milliards, soit 98,69% des liquidations ;
- ✚ *Paiement* : 2089,15 milliards, soit un taux de paiement de 96,13% des ordonnancements.

Comparativement à la même période de l'année 2013, le niveau d'exécution des dépenses ordinaires hors personnel est resté relativement stable au même niveau avec 94,01% contre 94,11%.

- **La dette publique** : Le service de la dette publique payé au cours du dernier trimestre 2014 est évalué à un montant de 112,6 milliards dont 78,7 milliards pour le principal et 36,9 milliards au titre des intérêts. Le montant des paiements au titre de la dette extérieure au cours du trimestre sous revue est de 31,6 milliards. S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements pour la même période est de 81 milliards. En comparaison avec le troisième trimestre, nous avons un meilleur taux d'engagement au dernier trimestre avec 62,76% contre 27,14% soit une augmentation de 35,62 points de pourcentage.

En cumul au 31 décembre 2014, le montant payé, au titre du service de la dette publique, est évalué à 470,57 milliards, soit 23% des paiements des dépenses du budget général. Les paiements sont destinés à honorer les échéances sur la dette intérieure pour un montant de 361,84 milliards et celles relatives à la dette extérieure pour un montant de 108,78 milliards.

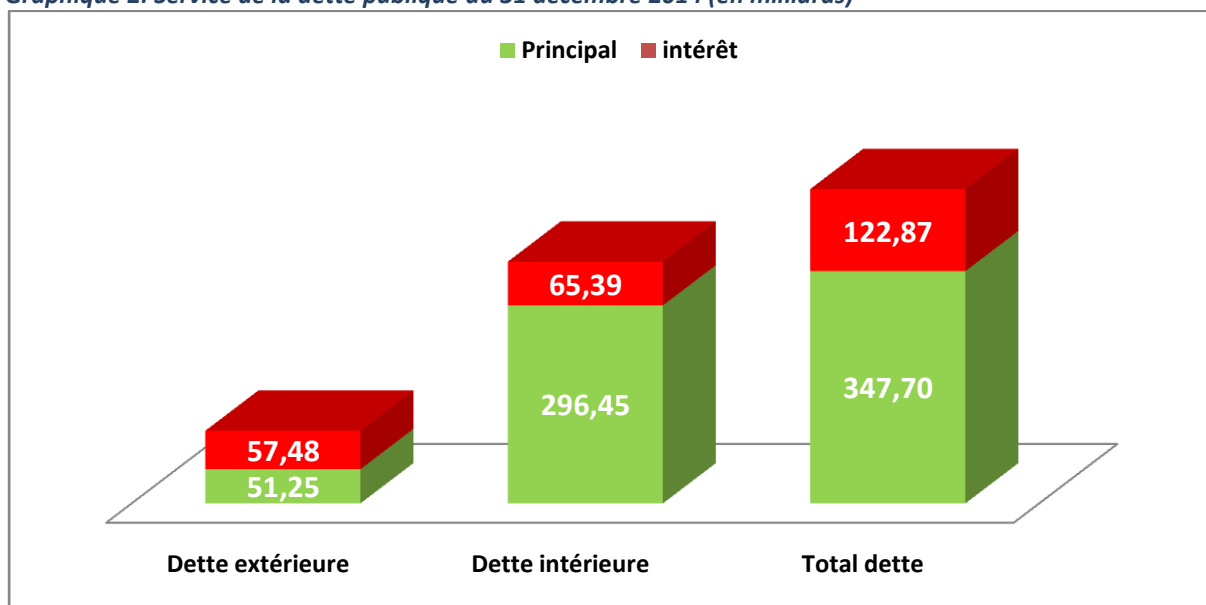
Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 89,90% au 31 décembre 2014.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique pour le premier semestre 2014.

Tableau 3: Service de la dette publique au 31 décembre 2014 (en milliards)

Dette publique 2014	T3_2014	T4_2014	Cumul	Ecart T4_2014/T2_2014	
				valeur	%
Dette extérieure	22,67	31,61	108,73	8,94	39%
<i>Principal</i>	13,69	11,62	51,25	-2,07	-15%
<i>intérêt</i>	8,98	19,99	57,48	11,01	123%
Dette intérieure	108,8	81,00	361,84	-27,80	-26%
<i>Principal</i>	85,83	64,09	296,45	-21,74	-25%
<i>intérêt</i>	22,97	16,91	65,39	-6,06	-26%
Dette publique totale	131,47	112,61	470,57	-18,86	-14%

Graphique 2: Service de la dette publique au 31 décembre 2014 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration centrale. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le dernier trimestre 2014 :

- ✚ *Engagement* : 86,25 milliards ; soit 23,66% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 102,94 milliards; soit 119,35% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 110,53 milliards ; soit 128,15% des liquidations.

Les taux d'engagement et de paiement du dernier trimestre 2014 ont progressé respectivement de -41,34 et +41,15 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2014. Seul le taux d'ordonnancement est resté relativement stable.

Cumulé au 31 décembre 2014 :

- ✚ *Engagement* : 335,22 milliards ; soit 91,96% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 317,11 milliards; soit 94,6% des engagements ;
- ✚ *Ordonnancement* : 317,09 milliards; soit 99,99% des liquidations ;
- ✚ *Paiement* : 294,65 milliards ; soit 92,92% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 22,43 milliards;

Comparativement au dernier trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de fonctionnement est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une légère régression du niveau d'exécution des dépenses de fonctionnement pour lesquels le taux d'engagement a évolué de -1,3 point de pourcentage et le taux de paiement de 0,3 point.

Tableau 4: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

Niveau d'exécution	Trim.4 2013	Trim.4 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	93,3%	92,0%	-1,3%
taux de liquidation des engagements	89,8%	94,6%	4,8%
taux d'ordonnement des liquidations	100,0%	100,0%	0,0%
taux de Paiement des ordonnancements	92,6%	92,9%	0,3%

- **Les transferts courants :** Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le dernier trimestre 2014 :

- ✚ *Engagement* : 77,97 milliards, soit 23,32% des crédits ouverts ;
- ✚ *Liquidation* : 77,94 milliards; soit 99,96% des engagements ;
- ✚ *Ordonnement* : 78,07 milliards; soit 100,17% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 76,79 milliards; soit 98,36% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 1,28 milliard.

En comparaison avec le dernier trimestre 2013, les taux d'engagement et d'ordonnement sont meilleurs sur le dernier trimestre 2014 avec un écart de 3,7 points de pourcentage et le taux de liquidation de 2,4 points de pourcentage.

Cumulé au 31 décembre 2014 :

- ✚ *Engagement* : 348,7 milliards, soit 104,3% des crédits ouverts ;
- ✚ *Ordonnement* : 348,58 milliards; soit 100% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 344,24 milliards; soit 98,8% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 4,33 milliard;

Comparativement au dernier trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts courants est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une hausse du niveau d'exécution des dépenses de transferts courants pour lesquels le taux d'engagement a progressé de 11,5 points de pourcentage. Cependant, le niveau de paiement des ordonnancements a baissé de 1,2 point de pourcentage.

Tableau 5: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

Niveau d'exécution	Trim.4 2013	Trim.4 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	92,8%	104,3%	11,5%
taux d'ordonnement des engagements	100,0%	100,0%	0,0%
taux de Paiement des ordonnancements	100,0%	98,8%	-1,2%

II.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 577 milliards réparti entre les investissements exécutés par l'Etat pour un montant de 207,08 milliards et les transferts en capital pour un montant de 369,92 milliards. Elles ont été revues à la hausse par les reports de 2013 pour un montant total de 28,65 milliards réparti comme suit :

- ❖ 19,99 milliards de crédits non consommés sur la gestion 2013 et reportés sur celle de 2014;
- ❖ 8,86 milliards pour les transferts en capital.

Les dépenses en capital sont composées des investissements exécutés par l'Etat et des transferts en capital.

- **Les investissements exécutés par l'Etat :** Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit:

Niveau d'exécution sur le dernier trimestre 2014 :

- ✚ Engagement : 41,67 milliards; soit 21% des crédits ouverts ;
- ✚ Liquidation : 64,26 milliards ; soit 154,23% des engagements ;
- ✚ Ordonnement : 64,97 milliards; soit 101,01% des liquidations ;
- ✚ Paiement : 55,06 milliards, soit 84,74% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 9,91 milliards.

Par rapport au troisième trimestre de 2014, tous les taux d'exécution ont fortement progressé. Le taux d'engagement du troisième trimestre a ainsi progressé de 30,8 points de pourcentage et le taux de liquidation de 48 points.

Cumulé au 31 décembre 2014 :

- ✚ Engagement : 170,36 milliards; soit 85,9% des crédits ouverts ;
- ✚ Liquidation : 160,17 milliards ; soit 94% des engagements ;
- ✚ Ordonnement : 160,16 milliards; soit 100% des liquidations ;
- ✚ Paiement : 136,41 milliards, soit 85,17% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 23,75 milliards;

Comparativement au dernier trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des investissements exécutés par l'Etat est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une progression des taux de réalisation des investissements exécutés par l'Etat avec 16,18 points de pourcentage du taux d'engagement.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

Niveau d'exécution	Trim. 2 2013	Trim. 2 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	69,70%	85,88%	16,18%
taux de liquidation des engagements	83,13%	94,02%	10,89%
taux d'ordonnancement des liquidations	99,95%	100,00%	0,04%
taux de Paiement des ordonnancements	84,22%	85,17%	0,95%

- **Les transferts en capital** : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés et se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le deuxième trimestre :

- ✚ *Engagement* : 164,05 milliards; soit 40,19% des crédits ouverts ;
- ✚ *Ordonnancement* : 163,90 milliards; soit 99,91% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 167,74 milliards; soit 100% des engagements.

Les taux d'engagement d'ordonnancement ont augmenté de 12,4 points et 12,5 points entre le dernier et le troisième trimestre 2014.

Cumulé au 31 décembre 2014 :

- ✚ *Engagement* : 407,21 milliards; soit 99,8% des crédits ouverts ;
- ✚ *Ordonnancement* : 407,06 milliards; soit 100% des engagements ;
- ✚ *Paiement* : 401,55 milliards; soit 98,64% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 5,51 milliards.

Comparativement au dernier trimestre de l'année 2013, l'évolution, suivant les différentes phases, du niveau d'exécution des crédits de transferts en capital est consignée dans le tableau ci-dessous. Il montre une progression du taux d'engagement des crédits et une baisse du taux de paiement des ordonnancements respectivement de +8,3 points et -1,2 point de pourcentage.

Il y a lieu de faire remarquer que le niveau d'exécution budgétaire appréciable des transferts en capital ne traduit pas nécessairement un bon niveau de réalisation des projets d'investissement dont l'exécution est confiée à des structures jouissant d'une autonomie de gestion. En effet, ces structures disposent de comptes de dépôt au niveau du Trésor, dans lesquels sont virés lesdits transferts. La mobilisation effective des montants virés dans ces

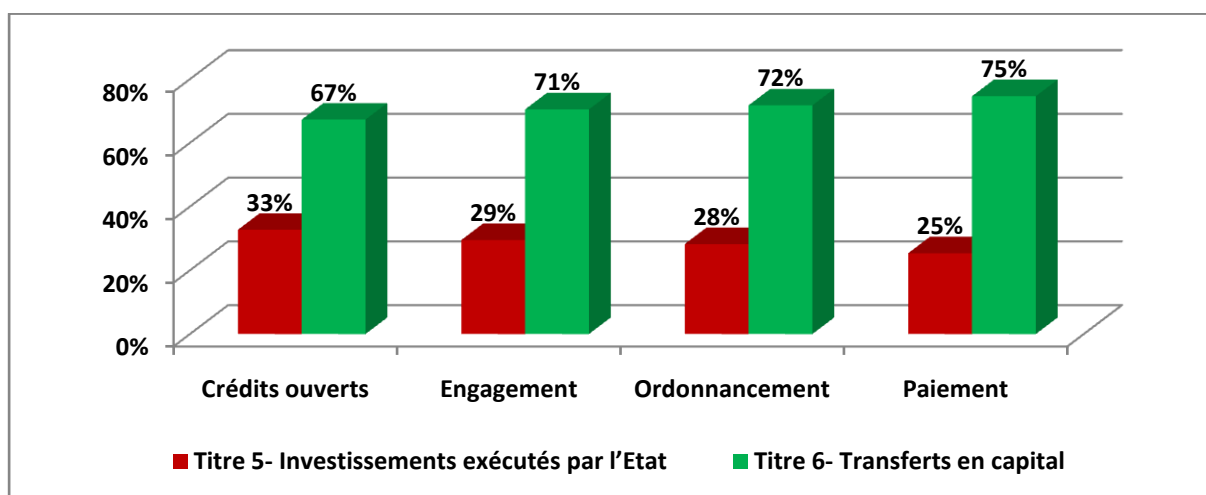
comptes en vue de la réalisation des projets d'investissement pour lesquels ils sont destinés, peut intervenir au-delà de la période sous revue.

Tableau 7: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

Niveau d'exécution	Trim. 2 2013	Trim. 2 2014	Ecart
taux d'engagement des crédits	91,4%	99,8%	8,3%
taux d'ordonnancement des engagements	99,9%	100,0%	0,1%
taux de Paiement des ordonnancements	99,8%	98,6%	-1,2%

Le graphique ci-après fait état de la répartition des dépenses d'investissement, au dernier trimestre 2014, entre les investissements exécutés par l'Etat et les transferts en capital. Il montre que les transferts en capital sont privilégiés par rapport aux investissements exécutés par l'Etat aussi bien au moment de la répartition initiale des crédits qu'en cours d'exécution budgétaire.

Graphique 3: Répartition des dépenses d'investissement par titre au 31 décembre 2014



Le graphique de l'annexe 3 permet de faire une comparaison des taux d'engagement global des crédits du budget général hors dette et hors personnel, par section au 31 décembre 2014. Il montre une forte disparité dans la mobilisation des crédits.

En effet, si le Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique, social et environnemental et le Ministère des Postes et des Télécommunications ont atteint des niveaux d'exécution appréciables de leurs crédits à un niveau de 100%. Il en est autrement pour le Ministère des Forces armées, Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation, le Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique, le Ministère du Travail et du Dialogue sociale qui sont à des niveaux de mobilisation respectifs qui tournent autour de 78% au 31 décembre 2014.

II.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel payées au courant du dernier trimestre 2014 s'élèvent à un montant de 124,33 milliards contre 123,64 milliards pour le troisième trimestre ; soit une hausse de 0,69 milliards. Cette hausse est essentiellement due aux paiements du mois de novembre qui ont évolué de 2,18 milliards par rapport à ceux du mois d'octobre 2014 du fait des allocations faites, au début de chaque trimestre, au profit de l'Assemblée nationale et du Conseil économique social et environnemental.

En cumul au 31 décembre 2014, le montant total de la masse salariale se chiffre à 484,91 milliards, enregistrant ainsi une hausse de 5,17%, soit 23,84 milliards par rapport au montant payé à la même période pour l'année 2013.

Cette progression est la résultante de celles notées aux quatre trimestres avec respectivement 4,36 milliards, 4,28 milliards, 7,54 milliards et 7,65 milliards comme le montre le tableau ci-après.

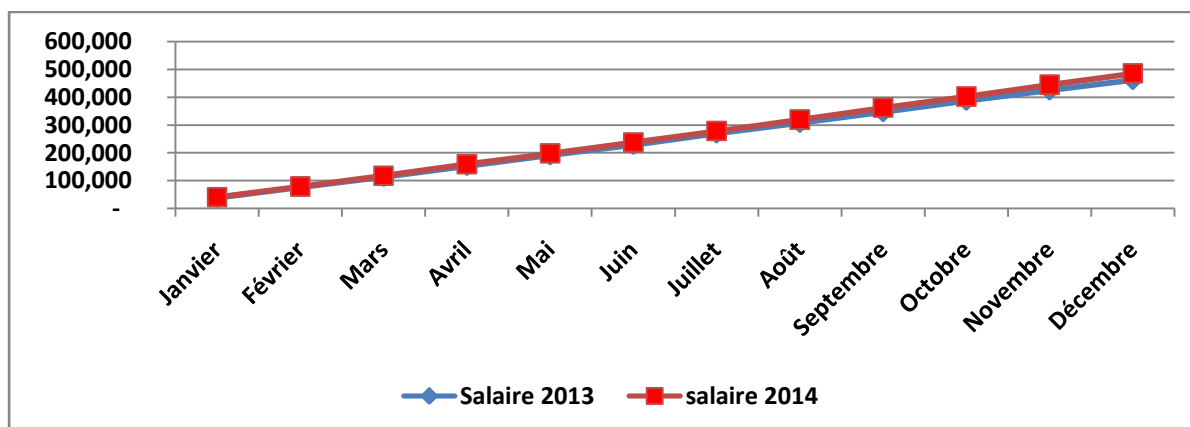
Tableau 8: Evolution de la masse salariale au 31 décembre 2014 (en milliards)

Niveau d'exécution	2 013	2 014	Ecart
Trimestre 1	113,016	117,376	4,360
Trimestre 2	115,216	119,503	4,286
Trimestre 3	117,525	125,067	7,542
Trimestre 4	115,311	122,969	7,659
Cumul	461,068	484,915	23,847

Source : DSPRV/DGF/MEF

Néanmoins, l'exécution des dépenses de personnel de 2014 reste quasi identique à celle de 2013 comme l'illustre le graphique ci-dessous avec les deux courbes d'évolution qui se superposent quasiment sur la première moitié de l'année.

Graphique 4: Evolutions comparées des masses salariales de 2013 et de 2014 (en milliards)



III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31 décembre 2014

Les recettes du Fonds national de retraite du dernier trimestre 2014 s'élèvent à 16,328 milliards, en hausse de 626 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen de cotisants est passé de 73 928 agents au troisième trimestre à 77 404 agents au dernier trimestre, soit en moyenne 3476 cotisants supplémentaires entre les deux trimestres.

En cumul au 31 décembre 2014, les recettes du FNR sont arrêtées à 64,24 milliards, en progression de 232 millions en valeur absolue et 0,4% en valeur relative par rapport à la même période de 2013.

Tableau 9: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 31 décembre 2014

Période	Montant (milliards)	Nombre moyen de cotisants
Trimestre 1	15,962	73 589
Trimestre 2	16,256	75 135
Trimestre 3	15,702	73 928
Trimestre 4	16,328	77 404
Ecart	0,626	3 476
Cumul	64,247	

➤ Les dépenses du FNR au 31 décembre 2014

Les dépenses du fonds national de retraite du dernier trimestre 2014 s'élèvent à un montant de 19,09 milliards, en hausse de 253 millions par rapport au trimestre précédent.

Le nombre moyen d'allocataires est passé de 59 029 pensionnés au troisième trimestre à 59 695 pensionnés au dernier trimestre 2014, soit 666 nouveaux allocataires en moyenne entre les deux trimestres.

En cumul au 31 décembre 2014, les dépenses du FNR se chiffrent à 74,67 milliards, en progression de 5,77 milliards en valeur absolue et 8,4% en valeur relative par rapport à la même période de 2013.

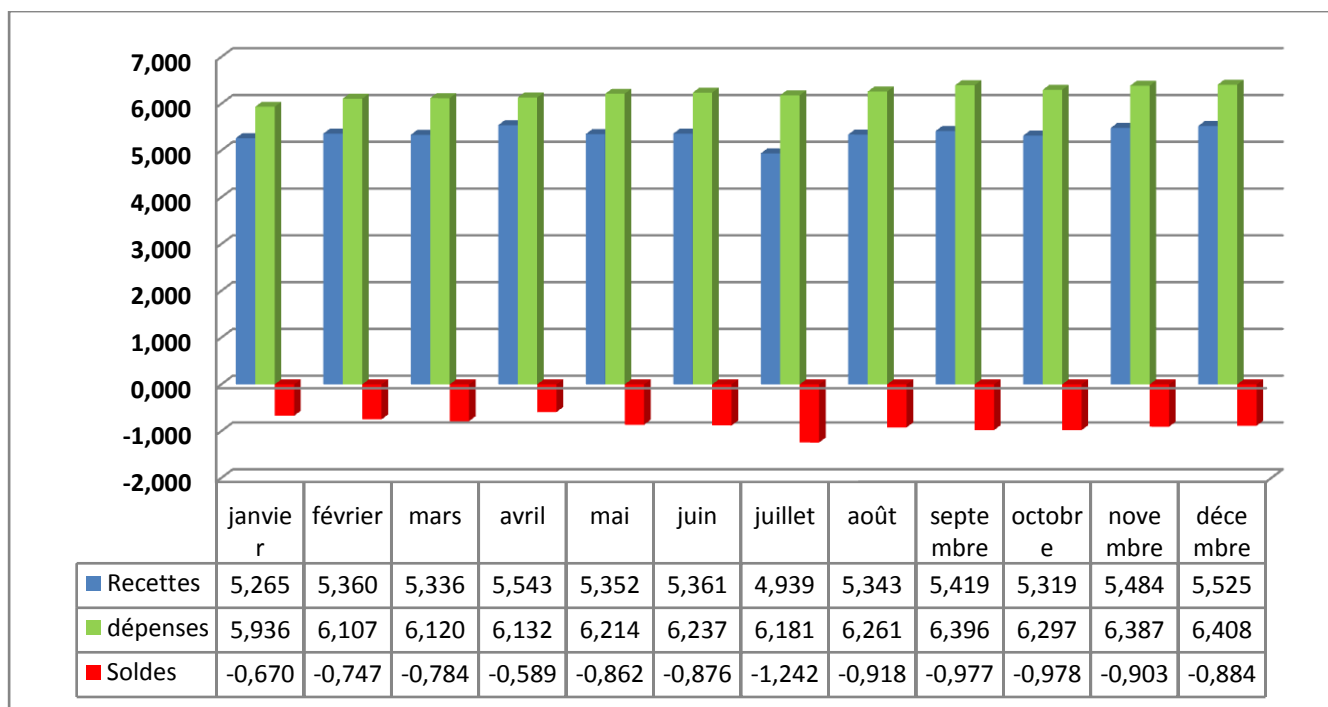
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 31 décembre 2014

Période	Montant (milliards)	Nombre moyen d'allocataires
Trimestre 1	18,163	57 277
Trimestre 2	18,583	58 216
Trimestre 3	18,839	59 029
Trimestre 4	19,092	59 695
Ecart	0,253	666
Cumul	74,676	

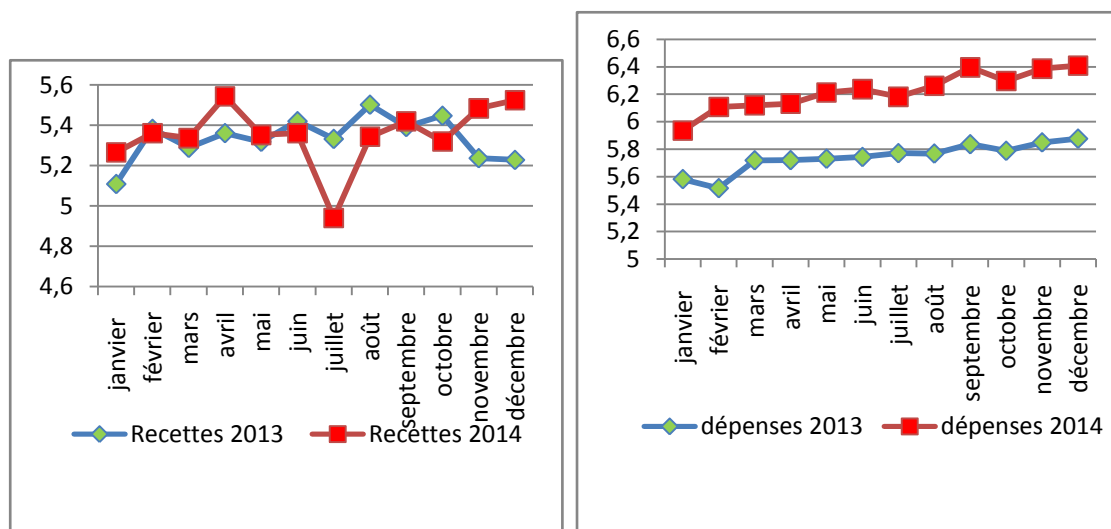
➤ **Solde du FNR au 30 juin 2014**

Les recettes du FNR au **31 décembre 2014** s'élèvent à un montant de **64,24** milliards tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à **74,67** milliards. L'excédent des dépenses sur les recettes constaté au cours de cette période est de **10,42 milliards**, soit en **moyenne un déficit mensuel de 868 millions**.

Graphique 5: Situation du FNR au 31 décembre 2014 (en milliards)



Graphique 6 : Evolutions comparées des dépenses et des recettes du FNR de 2013 et de 2014 (en milliards)



III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 31 décembre 2014, de l'ordre de 1,17 milliards dont 308,22 millions pour frais de constitution des sociétés à participation publique et 869,72 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2013, ces recettes sont en hausse de 74 millions provenant du fonds de la Caisse d'Encouragement à la Pêche mais atténués par le fonds de lutte contre l'incendie qui n'est pas alimenté en 2014.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 1,18 milliards au même moment, soit un solde excédentaire au terme du dernier trimestre de 8,51 millions.

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin juin 2014.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 7,16 milliards. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 14,49 milliards pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent déficitaires de 7,33 milliards.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avaux

Les comptes de garanties et d'avaux sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 31 décembre 2014 (en milliards)

Nature de la recette	Prévision LFI	Total prévision	Réalisation trim 1	Réalisation trim 2	Réalisation trim 3	Réalisation trim 4	variation T3/ T2	variation T4/ T3	taux de recouvrement
071 RECETTES FISCALES									
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	171,2	171,2	42,319	145,491	159,955	177,01	14,464	17,055	103,4%
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	266,1	266,1	58,574	114,572	173,091	240,134	58,519	67,043	90,2%
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	437,3	437,3	100,893	260,063	333,046	417,144	72,983	84,098	95,4%
713 impôts sur le patrimoine	21,6	21,6	5,281	14,341	20,02	26,035	5,679	6,015	120,5%
714 Autres impôts directs (CFCE)	1	1	0,061	0,133	0,18	0,731	0,047	0,551	73,1%
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	459,9	459,9	106,235	274,537	353,246	443,91	78,709	90,664	96,5%
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	805,1	805,1	151,972	329,275	512,845	720,036	183,57	207,191	89,4%
716 Droits de timbre et d'enregistrement	37,2	37,2	4,756	12,824	20,921	30,395	8,097	9,474	81,7%
717 Droits et taxes à l'importation	236,4	236,4	48,522	95,808	156,198	218,92	60,39	62,722	92,6%
719 Autres recettes fiscales	22,4	22,4	2,718	34,064	41,442	65,448	7,378	24,006	292,2%
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1101,1	1101,1	207,968	471,971	731,406	1034,799	259,435	303,393	94,0%
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1561	1561	314,203	746,508	1084,652	1478,709	338,144	394,057	94,7%
072 RECETTES NON FISCALES		0					0	0	0
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13	13	3,372	7,003	15,877	17,877	8,874	2	137,5%
722 Droits et frais administratifs	0,1	0,1	0,271	0,722	1,696	6,987	0,974	5,291	6987,0%
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1	0,1	0,023	0,068	0,792	0,838	0,724	0,046	838,0%
724 Produits financiers	56,8	56,8	0,165	14,942	43,805	55,949	28,863	12,144	98,5%
729 Autres recettes non fiscales	2	2	0,062	0,935	0,983	1,718	0,048	0,735	85,9%
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	72	72	3,893	23,67	63,153	83,369	39,483	20,216	115,8%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1633	1633	318,096	770,178	1147,805	1562,078	377,627	414,273	95,7%
74 Dons budgétaires	42	42	0		24,382	40,33	24,382	15,948	96,0%
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59	59	8,666	26,162	36,768	107,287	10,606	70,519	181,8%

Nature de la recette	Prévision LFI	Total prévision	Réalisation trim 1	Réalisation trim 2	Réalisation trim 3	Réalisation trim 4	variation T3/ T2	variation T4/ T3	taux de recouvrement
14 Emission de bons du Trésor	136,39	136,39	42,655	67,922	107,942	117,942	40,02	10	86,5%
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	358,02	358,02	35	103,061	203,061	222,058	100	18,997	62,0%
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3	3	0,018	0,018	0,021	1,261	0,003	1,24	42,0%
16 Emprunt Programme	50	50	0				0	0	0,0%
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14-17-29-16)	648,41	648,41	86,339	197,163	372,174	488,878	175,011	116,704	75,4%
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2281,41	2281,41	404,435	967,341	1519,979	2050,956	552,638	530,977	89,9%
Recettes externes non assignées au Trésor		0					0	0	0
12 Dons Projet et legs	181	181		0	0	0	0	0	0,0%
15 Tirage sur Emprunt projets	184	184		0	0	0	0	0	0,0%
Total Recettes externes non assignées au Trésor (12 - 15)	365	365	0	0	0	0	0	0	0,0%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2646,41	2646,41	404,435	967,341	1519,979	2050,956	552,638	530,977	77,5%

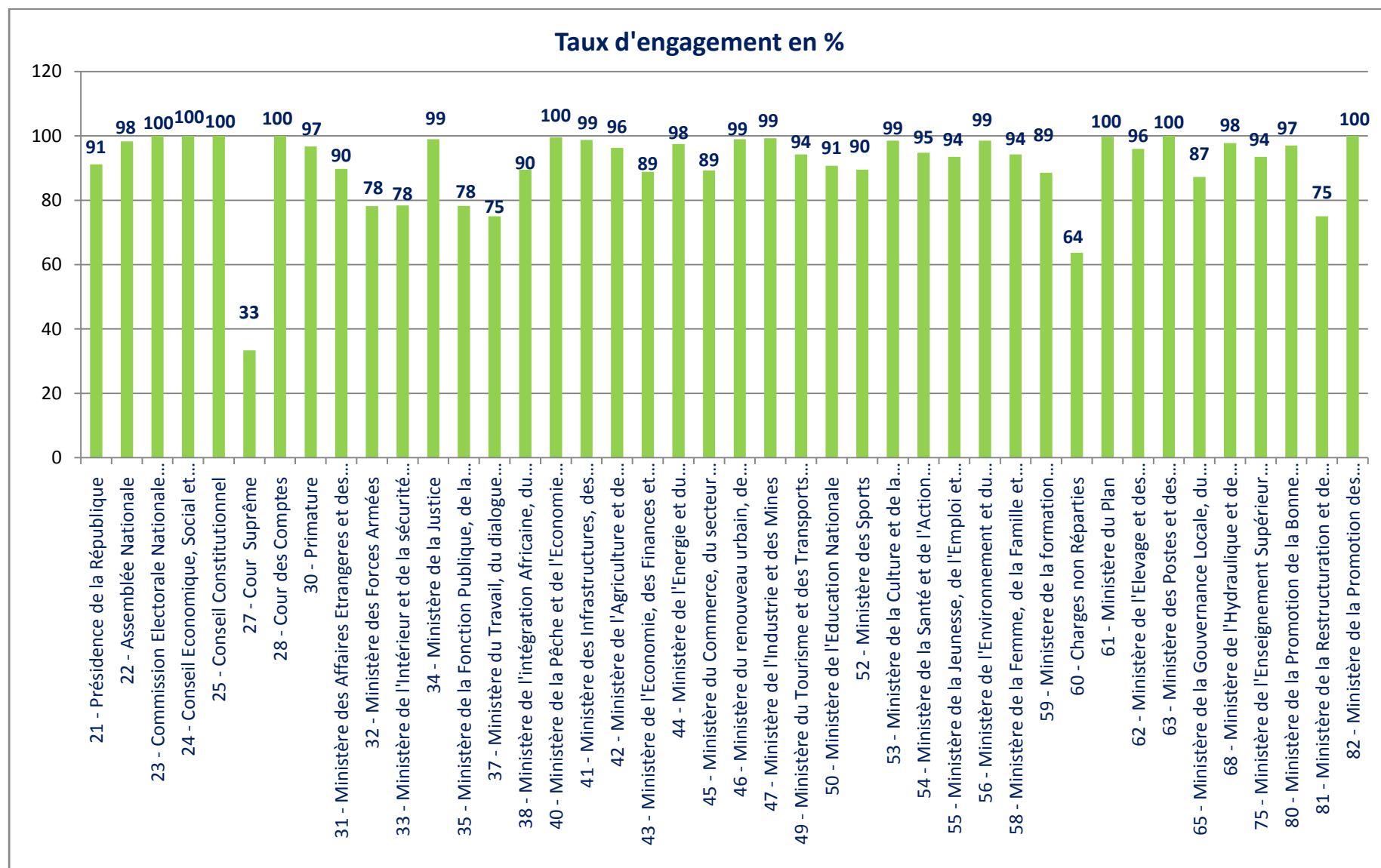
Sources : DGCP

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 décembre 2014 en FCFA

LIBELLES	Cumulé au 31 décembre 2014		
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	64 247 000 000	74 676 000 000	- 10 429 000 000
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	308 222 427	286 810 525	21 411 902
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	869 729 713	899 680 861	- 29 951 148
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie			-
Sous-total	65 424 952 140	75 862 491 386	- 10 437 539 246
Comptes de commerce			
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.		-	-
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts			
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	7 163 860 805	14 499 581 300	- 7 335 720 495
Sous-total	7 163 860 805	14 499 581 300	- 7 335 720 495
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	-
Sous-total	800 000 000	800 000 000	-
Total CST	73 388 812 945	91 162 072 686	- 17 773 259 741

Sources : DGCPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 décembre 2014 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	38 387 988 000	1 296 298 649	13 720 431 069	1 000 000 000	54 404 717 718	53 651 311 957	753 405 761	53 297 712 293	98	53 128 405 293	53 128 405 293	98	52 709 263 626	52 087 770 050	621 493 576
Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	-428 579 181	1 394 471 460	0	10 163 430 279	10 163 430 279	0	9 817 137 629	97	9 652 137 629	9 652 137 629	95	9 480 325 623	8 985 953 056	494 372 567
Transferts courants	13 066 342 000	-48 000 500	7 801 693 000	0	20 820 034 500	20 820 034 500	0	20 820 034 500	100	20 820 034 500	20 820 034 500	100	20 820 034 500	20 820 034 500	0
Investissements executés par l'état	1 948 108 000	-785 121 670	1 750 500 000	0	2 913 486 330	2 211 486 330	702 000 000	2 211 486 330	76	2 211 486 330	2 211 486 330	76	1 964 326 369	1 895 128 431	69 197 938
Transfert en capital	13 966 000 000	2 558 000 000	2 633 766 609	1 000 000 000	20 157 766 609	20 157 766 609	0	20 157 766 609	100	20 157 766 609	20 157 766 609	100	20 157 766 609	20 157 766 609	0
Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	0	140 000 000	0	350 000 000	298 594 239	51 405 761	291 287 225	83	286 980 225	286 980 225	82	286 810 525	228 887 454	57 923 071
22 - Assemblée Nationale	8 415 506 000	-329 804 400	129 000 000	0	8 214 701 600	8 185 701 600	29 000 000	8 185 701 600	100	8 185 701 600	8 185 701 600	100	8 185 701 600	8 185 701 600	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	-3 804 400	50 000 000	0	7 514 540 600	7 514 540 600	0	7 514 540 600	100	7 514 540 600	7 514 540 600	100	7 514 540 600	7 514 540 600	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	100	91 161 000	91 161 000	0
Transfert en capital	856 000 000	-326 000 000	79 000 000	0	609 000 000	580 000 000	29 000 000	580 000 000	95	580 000 000	580 000 000	95	580 000 000	580 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	3 100 983 000	0	3 100 983 000	100	3 100 983 000	3 100 983 000	100	3 100 983 000	3 100 983 000	0
Transferts courants	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	3 100 983 000	0	3 100 983 000	100	3 100 983 000	3 100 983 000	100	3 100 983 000	3 100 983 000	0
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 752 087 000	0	0	0	2 752 087 000	2 752 087 000	0	2 752 087 000	100	2 752 087 000	2 752 087 000	100	2 752 087 000	2 752 087 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0	0	0	1 655 000 000	1 655 000 000	0	1 655 000 000	100	1 655 000 000	1 655 000 000	100	1 655 000 000	1 655 000 000	0
Transferts courants	347 087 000	0	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	172 370 000	-370 000	0	0	172 000 000	172 000 000	0	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	100	172 000 000	172 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	128 370 000	-370 000	0	0	128 000 000	128 000 000	0	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	100	128 000 000	128 000 000	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	-151 977 000	0	0	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	915 956 000	0	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	100	915 956 000	915 956 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

22



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
Transferts courants	1 977 000	-1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	150 000 000	-150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	1 288 952 000	163 160 748	0	0	1 452 112 748	1 452 112 748	0	1 452 112 748	100	1 448 468 662	1 448 468 662	100	1 383 597 300	1 345 488 162	38 109 138
Dépenses de fonctionnement	263 952 000	-73 201 528	0	0	190 750 472	190 750 472	0	190 750 472	100	190 750 462	190 750 462	100	167 119 100	135 488 162	31 630 938
Transferts courants	900 000 000	300 000 000	0	0	1 200 000 000	1 200 000 000	0	1 200 000 000	100	1 200 000 000	1 200 000 000	100	1 200 000 000	1 200 000 000	0
Investissements executés par l'état	125 000 000	-63 637 724	0	0	61 362 276	61 362 276	0	61 362 276	100	57 718 200	57 718 200	94	16 478 200	10 000 000	6 478 200
30 - Primature	18 661 249 000	513 969 982	4 697 000 000	0	23 872 218 982	21 872 218 982	2 000 000 000	21 872 218 982	92	21 872 218 982	21 872 218 982	92	21 749 553 850	21 644 662 894	104 890 956
Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	230 431 816	0	0	3 647 305 816	3 647 305 816	0	3 647 305 816	100	3 647 305 816	3 647 305 816	100	3 624 305 816	3 606 237 530	18 068 286
Transferts courants	4 197 375 000	-565 000	150 000 000	0	4 346 810 000	4 346 810 000	0	4 346 810 000	100	4 346 810 000	4 346 810 000	100	4 346 810 000	4 326 810 000	20 000 000
Investissements executés par l'état	650 000 000	-28 396 834	100 000 000	0	721 603 166	721 603 166	0	721 603 166	100	721 603 166	721 603 166	100	621 938 034	555 115 364	66 822 670
Transfert en capital	10 397 000 000	312 500 000	4 447 000 000	0	15 156 500 000	13 156 500 000	2 000 000 000	13 156 500 000	87	13 156 500 000	13 156 500 000	87	13 156 500 000	13 156 500 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	33 960 555 000	-922 530 738	2 765 300 000	0	35 803 324 262	35 061 458 322	741 865 940	33 968 671 868	95	12 780 811 926	12 780 811 926	36	13 104 300 623	11 698 387 338	1 405 913 285
Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	-712 321 713	2 365 300 000	0	23 622 899 287	23 281 033 787	341 865 500	23 218 247 333	13	6 087 363 429	6 087 363 429	26	6 966 033 286	5 637 550 482	1 328 482 804
Transferts courants	5 710 634 000	312 998 479	450 000 000	0	6 473 632 479	6 473 632 039	440	5 443 632 039	82	5 320 532 215	5 320 532 215	82	4 798 414 655	4 798 414 655	0
Investissements executés par l'état	4 980 000 000	-1 023 207 504	0	0	3 956 792 496	3 956 792 496	0	3 956 792 496	4	172 916 282	172 916 282	4	139 852 682	62 422 201	77 430 481
Transfert en capital	1 300 000 000	500 000 000	-50 000 000	0	1 750 000 000	1 350 000 000	400 000 000	1 350 000 000	69	1 200 000 000	1 200 000 000	69	1 200 000 000	1 200 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	51 635 375 000	7 583 204 413	4 346 031 039	1 655 933 663	65 220 544 115	62 504 065 317	2 716 478 798	62 443 047 567	96	61 981 118 114	61 981 118 114	95	59 996 396 504	54 481 046 020	5 515 350 484
Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	-161 465 417	3 033 656 000	0	26 447 878 583	26 295 278 583	152 600 000	26 234 260 833	97	25 835 677 833	25 835 677 833	98	25 594 324 241	25 223 056 915	371 267 326
Transferts courants	2 359 687 000	-21 768 500	0	0	2 337 918 500	2 337 918 500	0	2 337 918 500	100	2 337 918 500	2 337 918 500	100	2 337 918 500	2 337 918 500	0
Investissements executés par l'état	24 686 000 000	2 020 338 330	1 067 375 039	1 655 933 663	29 429 647 032	27 015 768 234	2 413 878 798	27 015 768 234	92	26 952 421 781	26 952 421 781	92	25 219 053 763	24 074 970 605	1 144 083 158

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	864 000 000	5 746 100 000	245 000 000	0	6 855 100 000	6 855 100 000	0	6 855 100 000	100	6 855 100 000	6 855 100 000	100	6 845 100 000	2 845 100 000	4 000 000 000
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	29 750 214 000	1 006 813 203	4 279 661 931	2 938 167 173	37 974 856 307	35 811 800 225	2 163 056 082	34 502 196 473	91	34 412 063 812	34 412 063 812	91	33 005 810 273	30 833 581 232	2 172 229 041
Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	-830 229 011	3 669 661 931	0	13 289 646 920	13 289 646 920	0	11 992 546 568	81	11 967 751 447	11 967 751 447	90	11 318 254 885	10 413 757 298	904 497 587
Transferts courants	4 000 000 000	1 286 300 000	0	0	5 286 300 000	5 286 300 000	0	5 286 300 000	100	5 286 300 000	5 286 300 000	100	5 286 300 000	5 286 300 000	0
Investissements executés par l'état	13 280 000 000	-198 957 786	50 000 000	2 938 167 173	16 069 209 387	14 598 251 807	1 470 957 580	14 585 748 407	91	14 520 410 867	14 520 410 867	90	13 763 653 890	12 495 922 436	1 267 731 454
Transfert en capital	1 820 000 000	749 700 000	560 000 000	0	3 129 700 000	2 579 700 000	550 000 000	2 579 700 000	82	2 579 700 000	2 579 700 000	82	2 579 700 000	2 579 700 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000	0	0	0	200 000 000	57 901 498	142 098 502	57 901 498	29	57 901 498	57 901 498	29	57 901 498	57 901 498	0
34 - Ministère de la Justice	11 286 829 000	-2 072 319 930	642 814 500	162 311 691	10 019 635 261	9 909 802 372	109 832 889	9 895 702 372	99	9 840 853 403	9 840 713 403	98	8 630 062 003	7 943 635 690	686 426 313
Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	-821 373 716	512 814 500	0	5 534 407 784	5 534 407 784	0	5 520 307 784	97	5 535 336 818	5 535 196 818	100	5 017 435 402	4 686 647 934	330 787 468
Transferts courants	1 443 862 000	202 593 600	130 000 000	0	1 776 455 600	1 776 455 600	0	1 776 455 600	100	1 776 455 600	1 776 455 600	100	1 776 455 600	1 556 455 600	220 000 000
Investissements executés par l'état	3 600 000 000	-1 107 539 814	0	162 311 691	2 654 771 877	2 544 938 988	109 832 889	2 544 938 988	96	2 475 060 985	2 475 060 985	93	1 782 171 001	1 646 532 156	135 638 845
Transfert en capital	400 000 000	-346 000 000	0	0	54 000 000	54 000 000	0	54 000 000	100	54 000 000	54 000 000	100	54 000 000	54 000 000	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	2 011 079 000	578 590 777	-474 422 960	63 828 995	2 179 075 812	1 918 813 382	260 262 430	1 718 804 682	79	1 710 704 682	1 710 704 682	79	1 589 550 977	1 496 520 782	93 030 195
Dépenses de fonctionnement	476 159 000	1 912 101	-63 668 275	0	414 402 826	414 401 926	900	414 393 226	100	414 393 226	414 393 226	100	405 234 951	338 200 146	67 034 805
Transferts courants	254 920 000	0	-80 765 000	0	174 155 000	174 155 000	0	124 155 000	71	124 155 000	124 155 000	71	124 155 000	124 155 000	0
Investissements executés par l'état	1 120 000 000	76 678 676	-259 989 685	63 828 995	1 000 517 986	990 256 456	10 261 530	840 256 456	84	832 156 456	832 156 456	83	720 161 026	694 165 636	25 995 390
Transfert en capital	160 000 000	500 000 000	-70 000 000	0	590 000 000	340 000 000	250 000 000	340 000 000	58	340 000 000	340 000 000	58	340 000 000	340 000 000	0
37 - Ministère du Travail, du dialogue	0	-116 662 318	783 670 703	0	667 008 385	630 882 083	36 126 302	630 882 083	95	614 501 428	614 501 428	92	441 990 198	356 457 876	85 532 322
Dépenses de fonctionnement	0	-14 620 545	109 731 279	0	95 110 734	95 110 734	0	95 110 734	100	95 110 734	95 110 734	100	93 172 271	76 155 857	17 016 414

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé	Reste à Payer
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)	
Transferts courants		0	0	124 920 000	0	124 920 000	124 920 000	0	124 920 000	100	124 920 000	124 920 000	100	124 920 000	124 920 000	0
Investissements executés par l'état		0	-67 041 773	479 019 424	0	411 977 651	410 851 349	1 126 302	410 851 349	100	394 470 694	394 470 694	96	223 897 927	155 382 019	68 515 908
Transfert en capital		0	-35 000 000	70 000 000	0	35 000 000	0	35 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la	0	250 745 735	899 642 167	0	1 150 387 902	1 146 551 665	3 836 237	1 075 301 665	93	1 075 301 665	1 075 301 665	93	809 401 775	607 613 956	201 787 819	
Dépenses de fonctionnement	0	-95 856 999	428 212 721	0	332 355 722	332 355 722	0	261 105 722	79	261 105 722	261 105 722	79	248 780 112	196 263 422	52 516 690	
Investissements executés par l'état	0	346 602 734	471 429 446	0	818 032 180	814 195 943	3 836 237	814 195 943	100	814 195 943	814 195 943	100	560 621 663	411 350 534	149 271 129	
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	7 590 765 000	-1 412 084 930	-1 249 952	490 939 787	6 668 369 905	6 645 165 093	23 204 812	6 645 165 093	100	6 640 163 066	6 640 163 066	100	6 260 073 209	5 884 660 068	375 413 141	
Dépenses de fonctionnement	557 318 000	-218 760 893	-1 249 952	0	337 307 155	337 307 155	0	337 307 155	100	336 044 534	336 044 534	100	332 212 396	289 397 815	42 814 581	
Transferts courants	183 447 000	-2 030 000	0	0	181 417 000	181 417 000	0	181 417 000	100	181 417 000	181 417 000	100	181 417 000	181 417 000	0	
Investissements executés par l'état	3 472 400 000	-653 694 074	0	490 939 787	3 309 645 713	3 306 081 246	3 564 467	3 306 081 246	100	3 302 341 840	3 302 341 840	100	2 956 762 915	2 667 926 833	288 836 082	
Transfert en capital	2 427 600 000	-537 599 963	0	0	1 890 000 037	1 890 000 037	0	1 890 000 037	100	1 890 000 037	1 890 000 037	100	1 890 000 037	1 890 000 037	0	
Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	0	0	0	950 000 000	930 359 655	19 640 345	930 359 655	98	930 359 655	930 359 655	98	899 680 861	855 918 383	43 762 478	
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	82 331 220 000	-33 409 071 074	3 287 897 000	1 800 000 000	54 010 045 926	51 510 045 926	2 500 000 000	51 510 039 376	95	51 510 039 376	51 510 039 376	95	51 496 047 976	51 282 635 166	213 412 810	
Dépenses de fonctionnement	385 220 000	-57 021 057	-137 103 000	0	191 095 943	191 095 943	0	191 095 943	100	191 095 943	191 095 943	100	191 095 943	176 641 843	14 454 100	
Transferts courants	0	50 000 000	0	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	0	
Investissements executés par l'état	3 500 000 000	-2 722 759 617	0	0	777 240 383	777 240 383	0	777 233 833	100	777 233 833	777 233 833	100	763 242 433	564 283 723	198 958 710	
Transfert en capital	78 446 000 000	-30 679 290 400	3 425 000 000	1 800 000 000	52 991 709 600	50 491 709 600	2 500 000 000	50 491 709 600	95	50 491 709 600	50 491 709 600	95	50 491 709 600	50 491 709 600	0	
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	67 574 576 000	15 626 248 712	0	714 859 033	83 915 683 745	83 423 894 806	491 788 939	83 373 694 806	99	83 230 241 795	83 230 241 795	99	83 149 125 079	82 548 146 367	600 978 712	
Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	-289 974 994	0	0	877 475 006	877 440 006	35 000	877 240 006	100	876 241 419	876 241 419	100	873 068 334	822 992 085	50 076 249	
Transferts courants	6 807 126 000	-169 475 500	0	0	6 637 650 500	6 637 650 500	0	6 637 650 500	100	6 637 650 500	6 637 650 500	100	6 637 650 500	6 637 650 500	0	

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	5 045 000 000	-2 058 890 528	0	714 859 033	3 700 968 505	3 209 214 566	491 753 939	3 159 214 566	85	3 016 760 142	3 016 760 142	82	2 938 816 511	2 387 914 048	550 902 463
Transfert en capital	54 555 000 000	18 144 589 734	0	0	72 699 589 734	72 699 589 734	0	72 699 589 734	100	72 699 589 734	72 699 589 734	100	72 699 589 734	72 699 589 734	0
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	149 327 956 231	15 423 208 011	5 763 481 211	6 440 558 098	176 955 203 551	108 796 316 521	68 158 887 030	105 808 853 238	60	105 538 282 515	105 538 282 515	60	103 164 931 193	99 857 809 548	3 307 121 645
Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	-2 888 986 337	840 446 291	0	9 227 600 405	9 227 600 405	0	9 038 928 040	98	9 023 501 084	9 023 501 084	98	8 926 560 369	7 866 141 590	1 060 418 779
Transferts courants	1 871 840 780	0	939 260 000	0	2 811 100 780	2 811 100 780	0	2 811 100 780	100	2 811 100 780	2 811 100 780	100	2 811 100 780	2 811 100 780	0
Investissements exécutés par l'état	27 128 975 000	-756 254 652	1 128 102 265	2 664 680 753	30 165 503 366	46 261 261 347	-16 095 757 981	46 115 533 972	153	45 860 390 205	45 860 390 205	152	44 429 543 784	43 743 737 942	685 805 842
Transfert en capital	24 951 000 000	11 223 250 000	2 855 672 655	3 775 877 345	42 805 800 000	35 151 208 503	7 654 591 497	32 498 144 960	76	32 498 144 960	32 498 144 960	76	32 498 144 960	32 498 144 960	0
Comptes Spéciaux du Trésor	84 100 000 000	7 845 199 000	0	0	91 945 199 000	15 345 145 486	76 600 053 514	15 345 145 486	17	15 345 145 486	15 345 145 486	17	14 499 581 300	12 938 684 276	1 560 897 024
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	25 665 638 000	200 585 538	3 525 877 345	257 862 522	29 649 963 405	27 878 095 811	1 771 867 594	27 878 095 811	94	27 871 618 673	27 871 618 673	94	27 811 573 307	27 314 854 825	496 718 482
Dépenses de fonctionnement	146 556 000	-65 534 124	0	0	81 021 876	81 021 876	0	81 021 876	100	74 544 738	74 544 738	92	56 939 294	48 964 671	7 974 623
Transferts courants	7 533 082 000	-689 173 474	0	0	6 843 908 526	6 843 908 526	0	6 843 908 526	100	6 843 908 526	6 843 908 526	100	6 843 908 526	6 843 908 526	0
Investissements exécutés par l'état	1 205 000 000	-83 706 864	0	57 862 522	1 179 155 658	1 160 165 409	18 990 249	1 160 165 409	98	1 160 165 409	1 160 165 409	98	1 117 725 487	628 981 628	488 743 859
Transfert en capital	16 781 000 000	1 039 000 000	3 525 877 345	200 000 000	21 545 877 345	19 793 000 000	1 752 877 345	19 793 000 000	92	19 793 000 000	19 793 000 000	92	19 793 000 000	19 793 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	6 665 398 000	971 340 069	-163 475 000	151 623 246	7 624 886 315	5 623 621 638	2 001 264 677	5 621 672 075	74	5 611 996 075	5 611 996 075	74	5 467 006 911	5 356 263 191	110 743 720
Dépenses de fonctionnement	419 916 000	-102 608 451	1 525 000	0	318 832 549	318 832 549	0	316 882 986	99	316 882 986	316 882 986	99	315 543 916	304 663 352	10 880 564
Transferts courants	1 645 482 000	-30 955 000	-165 000 000	0	1 449 527 000	1 449 527 000	0	1 449 527 000	100	1 449 527 000	1 449 527 000	100	1 449 527 000	1 449 527 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 655 000 000	-688 167 672	0	151 623 246	1 118 455 574	1 117 190 897	1 264 677	1 117 190 897	100	1 107 514 897	1 107 514 897	99	963 864 803	864 001 647	99 863 156
Transfert en capital	2 945 000 000	1 793 071 192	0	0	4 738 071 192	2 738 071 192	2 000 000 000	2 738 071 192	58	2 738 071 192	2 738 071 192	58	2 738 071 192	2 738 071 192	0
46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	8 138 448 000	-12 233 771 762	9 515 367 122	1 349 020 132	6 769 063 492	6 746 006 437	23 057 055	6 741 384 662	100	6 740 928 662	6 740 928 662	100	6 715 511 230	6 497 611 548	217 899 682
Dépenses de fonctionnement	523 448 000	-210 936 082	8 784 821	0	321 296 739	321 296 739	0	316 674 964	99	316 218 964	316 218 964	98	301 061 373	271 425 897	29 635 476

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	15 000 000	-14 000 000	14 000 000	0	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	100	15 000 000	15 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 116 000 000	-1 705 835 680	102 582 301	199 020 132	711 766 753	688 709 698	23 057 055	688 709 698	97	688 709 698	688 709 698	97	678 449 857	490 185 651	188 264 206
Transfert en capital	5 484 000 000	-10 303 000 000	9 390 000 000	1 150 000 000	5 721 000 000	5 721 000 000	0	5 721 000 000	100	5 721 000 000	5 721 000 000	100	5 721 000 000	5 721 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	3 357 636 000	2 771 795 312	-50 000 000	0	6 079 431 312	6 049 431 312	30 000 000	6 049 431 312	100	6 049 431 312	6 049 431 312	100	5 799 203 171	5 707 336 262	91 866 909
Dépenses de fonctionnement	235 716 000	-89 672 110	0	0	146 043 890	146 043 890	0	146 043 890	100	146 043 890	146 043 890	100	146 043 890	143 064 167	2 979 723
Transferts courants	917 920 000	30 000 000	0	0	947 920 000	917 920 000	30 000 000	917 920 000	97	917 920 000	917 920 000	97	917 920 000	917 920 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 622 000 000	-338 532 578	-50 000 000	0	1 233 467 422	1 233 467 422	0	1 233 467 422	100	1 233 467 422	1 233 467 422	100	983 239 281	894 352 095	88 887 186
Transfert en capital	582 000 000	3 170 000 000	0	0	3 752 000 000	3 752 000 000	0	3 752 000 000	100	3 752 000 000	3 752 000 000	100	3 752 000 000	3 752 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	10 363 978 000	2 180 184 518	37 103 000	8 233 300	12 589 498 818	11 588 998 898	1 000 499 920	11 494 721 540	91	11 480 131 450	11 480 131 450	91	11 266 135 457	9 747 550 701	1 518 584 756
Dépenses de fonctionnement	193 101 000	-85 535 643	137 103 000	0	244 668 357	244 668 357	0	231 640 999	95	230 042 709	230 042 709	94	224 681 379	215 464 434	9 216 945
Transferts courants	1 020 877 000	-5 500 000	-100 000 000	0	915 377 000	915 377 000	0	915 377 000	100	915 377 000	915 377 000	100	915 377 000	915 377 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 298 000 000	-298 779 839	0	8 233 300	1 007 453 461	1 006 953 541	499 920	925 703 541	92	912 711 741	912 711 741	91	704 077 078	694 709 267	9 367 811
Transfert en capital	7 852 000 000	2 570 000 000	0	0	10 422 000 000	9 422 000 000	1 000 000 000	9 422 000 000	90	9 422 000 000	9 422 000 000	90	9 422 000 000	7 922 000 000	1 500 000 000
50 - Ministère de l'Éducation Nationale	148 400 241 000	-9 540 329 754	0	2 954 159 643	141 814 070 889	139 935 656 590	1 878 414 299	139 768 518 952	99	137 217 024 001	137 210 624 001	97	135 480 008 385	120 273 936 615	15 206 071 770
Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	-6 994 475 604	0	0	114 988 360 396	114 988 239 227	121 169	114 821 101 589	26	114 543 559 991	114 537 159 991	100	114 284 936 828	101 006 453 240	13 278 483 588
Transferts courants	2 017 405 000	2 577 451 940	0	0	4 594 856 940	4 594 856 940	0	4 594 856 940	100	4 594 856 940	4 594 856 940	100	4 594 856 940	4 594 856 940	0
Investissements exécutés par l'état	17 755 000 000	-2 076 256 658	0	2 954 159 643	18 632 902 985	17 987 609 855	645 293 130	17 987 609 855	97	15 713 656 502	15 713 656 502	84	14 235 264 049	12 307 675 867	1 927 588 182
Transfert en capital	6 645 000 000	-3 047 049 432	0	0	3 597 950 568	2 364 950 568	1 233 000 000	2 364 950 568	66	2 364 950 568	2 364 950 568	66	2 364 950 568	2 364 950 568	0
52 - Ministère des Sports	6 262 515 000	1 224 647 586	1 304 519 117	334 816 095	9 126 497 798	9 120 292 818	6 204 980	7 119 586 735	78	6 941 336 934	6 941 336 934	76	6 867 627 414	6 039 954 878	827 672 536
Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	1 609 290 123	1 214 519 117	0	4 743 049 240	4 743 049 240	0	2 742 343 157	58	2 740 843 377	2 740 843 377	58	2 739 513 012	2 687 017 596	52 495 416

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	500 275 000	-4 103 889	90 000 000	0	586 171 111	586 171 111	0	586 171 111	100	586 171 111	586 171 111	100	586 171 111	586 171 111	0
Investissements exécutés par l'état	2 350 000 000	112 461 352	0	334 816 095	2 797 277 447	2 791 072 467	6 204 980	2 791 072 467	100	2 614 322 446	2 614 322 446	93	2 541 943 291	1 766 766 171	775 177 120
Transfert en capital	1 493 000 000	-493 000 000	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	100	1 000 000 000	1 000 000 000	0
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	8 949 573 000	8 987 819 053	12 458 384 894	73 586 216	30 469 363 163	30 060 831 163	408 532 000	30 062 363 163	99	30 059 996 372	30 059 996 372	99	30 012 800 416	29 970 705 716	42 094 700
Dépenses de fonctionnement	457 167 000	-195 890 004	50 091 514	0	311 368 510	309 836 510	1 532 000	311 368 510	100	309 001 719	309 001 719	99	304 181 763	289 394 874	14 786 889
Transferts courants	3 522 406 000	-119 801 750	150 476 250	0	3 553 080 500	3 553 080 500	0	3 553 080 500	100	3 553 080 500	3 553 080 500	100	3 553 080 500	3 549 480 500	3 600 000
Investissements exécutés par l'état	1 072 000 000	-664 489 193	0	73 586 216	481 097 023	457 097 023	24 000 000	457 097 023	95	457 097 023	457 097 023	95	414 721 023	391 013 212	23 707 811
Transfert en capital	3 898 000 000	9 968 000 000	12 257 817 130	0	26 123 817 130	25 740 817 130	383 000 000	25 740 817 130	99	25 740 817 130	25 740 817 130	99	25 740 817 130	25 740 817 130	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	72 081 415 000	-8 840 523 029	3 908 150 000	1 671 813 388	68 820 855 359	66 549 689 947	2 271 165 412	66 243 062 867	96	63 886 781 196	63 887 120 964	93	61 703 473 493	60 167 142 296	1 536 331 197
Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	-2 755 431 902	2 050 000 000	0	9 619 738 098	9 616 738 098	3 000 000	9 310 271 018	96	9 284 601 552	9 284 941 320	97	8 758 290 984	8 026 015 863	732 275 121
Transferts courants	28 756 245 000	3 280 885 000	1 520 000 000	0	33 557 130 000	33 557 130 000	0	33 557 130 000	100	33 557 130 000	33 557 130 000	100	33 557 130 000	33 464 689 346	92 440 654
Investissements exécutés par l'état	20 331 000 000	-9 782 996 127	138 150 000	1 671 813 388	12 357 967 261	10 532 601 747	1 825 365 514	10 532 441 747	85	8 201 829 542	8 201 829 542	66	6 544 832 407	5 833 216 985	711 615 422
Transfert en capital	12 669 000 000	417 020 000	200 000 000	0	13 286 020 000	12 843 220 102	442 799 898	12 843 220 102	97	12 843 220 102	12 843 220 102	97	12 843 220 102	12 843 220 102	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction	4 585 667 000	-1 339 106 373	1 793 853 883	171 818 657	5 212 233 167	5 206 370 076	5 863 091	5 043 485 918	97	5 041 785 918	5 038 785 980	97	4 925 138 615	4 702 108 779	223 029 836
Dépenses de fonctionnement	710 767 000	-245 407 547	157 853 883	0	623 213 336	623 213 336	0	473 213 336	76	471 513 336	471 513 336	76	442 175 604	395 582 787	46 592 817
Transferts courants	1 334 900 000	-93 990 000	165 000 000	0	1 405 910 000	1 405 910 000	0	1 405 910 000	100	1 405 910 000	1 405 910 000	100	1 404 910 000	1 404 910 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 425 000 000	-684 708 826	16 000 000	171 818 657	928 109 831	922 246 740	5 863 091	909 362 582	98	909 362 582	906 362 644	98	823 053 011	646 615 992	176 437 019
Transfert en capital	1 115 000 000	-315 000 000	1 455 000 000	0	2 255 000 000	2 255 000 000	0	2 255 000 000	100	2 255 000 000	2 255 000 000	100	2 255 000 000	2 255 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 632 009 000	-1 571 562 923	275 699 952	475 183 184	9 811 329 213	9 595 208 318	216 120 895	9 590 408 318	98	9 397 970 038	9 397 970 038	96	9 042 556 821	8 701 172 821	341 384 000
Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	-576 266 106	1 249 952	0	2 705 702 846	2 705 702 846	0	2 700 902 846	99	2 698 602 846	2 698 602 846	100	2 639 216 193	2 465 720 464	173 495 729

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	851 290 000	0	0	0	851 290 000	851 290 000	0	851 290 000	100	851 290 000	851 290 000	100	851 290 000	851 290 000	0
Investissements executés par l'état	4 483 000 000	-915 296 817	274 450 000	475 183 184	4 317 336 367	4 142 215 472	175 120 895	4 142 215 472	96	3 952 077 192	3 952 077 192	92	3 656 050 628	3 488 162 357	167 888 271
Transfert en capital	2 017 000 000	-80 000 000	0	0	1 937 000 000	1 896 000 000	41 000 000	1 896 000 000	98	1 896 000 000	1 896 000 000	98	1 896 000 000	1 896 000 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	9 406 812 000	-897 733 812	152 933 000	1 431 485 308	10 093 496 496	10 073 524 648	19 971 848	9 839 148 648	97	9 762 606 171	9 762 505 371	97	9 594 936 114	8 945 930 332	649 005 782
Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	-311 178 480	533 000	0	699 672 520	699 672 520	0	699 672 520	100	688 522 523	688 522 523	98	684 703 027	670 004 817	14 698 210
Transferts courants	1 096 494 000	-114 054 000	30 000 000	0	1 012 440 000	1 012 440 000	0	778 064 000	77	778 064 000	778 064 000	77	778 064 000	778 064 000	0
Investissements executés par l'état	4 304 600 000	-1 485 420 660	122 400 000	1 431 485 308	4 373 064 648	4 353 092 800	19 971 848	4 353 092 800	100	4 287 700 320	4 287 599 520	98	4 123 849 759	3 489 542 187	634 307 572
Transfert en capital	2 995 400 000	1 012 919 328	0	0	4 008 319 328	4 008 319 328	0	4 008 319 328	100	4 008 319 328	4 008 319 328	100	4 008 319 328	4 008 319 328	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	19 785 543 000	-3 226 062 366	360 000 000	1 582 708 730	18 502 189 364	15 985 037 113	2 517 152 251	15 968 542 733	86	15 401 922 601	15 401 922 601	83	15 215 803 786	14 632 883 355	582 920 431
Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	-494 590 037	300 000 000	0	7 226 267 963	7 226 267 963	0	7 222 292 583	43	7 163 723 311	7 163 723 311	99	7 139 014 861	6 803 986 431	335 028 430
Transferts courants	1 364 685 000	-186 531 000	0	0	1 178 154 000	1 178 154 000	0	1 178 154 000	100	1 178 154 000	1 178 154 000	100	1 178 154 000	1 178 154 000	0
Investissements executés par l'état	3 264 000 000	-407 831 062	0	1 581 328 730	4 437 497 668	4 191 979 898	245 517 770	4 179 460 898	94	3 671 410 038	3 671 410 038	83	3 509 999 673	3 262 107 672	247 892 001
Transfert en capital	7 736 000 000	-2 137 110 267	60 000 000	1 380 000	5 660 269 733	3 388 635 252	2 271 634 481	3 388 635 252	60	3 388 635 252	3 388 635 252	60	3 388 635 252	3 388 635 252	0
60 - Charges non Réparties	260 105 753 194	-5 070 516 252	-76 343 658 913	0	178 691 578 029	170 361 871 388	8 329 706 641	170 304 466 088	95	170 304 466 088	170 304 466 088	95	169 934 766 502	168 052 274 163	1 882 492 339
Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	2 757 339 248	-34 386 798 295	0	95 083 690 927	89 932 330 336	5 151 360 591	89 874 925 036	94	89 874 925 036	89 874 925 036	95	89 505 225 450	89 122 733 111	382 492 339
Transferts courants	96 617 603 220	-9 684 370 741	-3 325 345 377	0	83 607 887 102	80 429 541 052	3 178 346 050	80 429 541 052	96	80 429 541 052	80 429 541 052	96	80 429 541 052	78 929 541 052	1 500 000 000
Investissements executés par l'état	36 775 000 000	1 856 515 241	-38 631 515 241	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	6 861 625 495	-84 491 396	-2 458 241 063	0	4 318 893 036	4 307 272 462	11 620 574	4 307 272 462	100	4 305 773 862	4 305 773 862	100	4 305 165 862	4 302 981 762	2 184 100
Dépenses de fonctionnement	307 585 495	-84 491 396	-72 202 391	0	150 891 708	150 891 708	0	150 891 708	100	150 891 708	150 891 708	100	150 891 708	149 652 608	1 239 100
Transferts courants	2 757 040 000	0	-689 260 000	0	2 067 780 000	2 067 780 000	0	2 067 780 000	100	2 067 780 000	2 067 780 000	100	2 067 780 000	2 067 780 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	1 232 450 000	0	-412 228 672	0	820 221 328	808 600 754	11 620 574	808 600 754	99	807 102 154	807 102 154	98	806 494 154	805 549 154	945 000
Transfert en capital	2 564 550 000	0	-1 284 550 000	0	1 280 000 000	1 280 000 000	0	1 280 000 000	100	1 280 000 000	1 280 000 000	100	1 280 000 000	1 280 000 000	0
62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 855 807 000	-34 920 158	250 000 000	245 218 305	7 316 105 147	6 812 531 711	503 573 436	6 812 531 711	93	6 795 846 511	6 795 846 511	93	6 043 782 970	5 543 602 300	500 180 670
Dépenses de fonctionnement	626 211 000	-164 659 061	0	0	461 551 939	461 551 939	0	461 551 939	100	461 551 939	461 551 939	100	442 132 769	380 318 216	61 814 553
Transferts courants	229 596 000	0	0	0	229 596 000	229 596 000	0	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	100	229 596 000	229 596 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 906 000 000	-825 124 097	0	245 218 305	3 326 094 208	3 072 520 772	253 573 436	3 072 520 772	92	3 055 835 572	3 055 835 572	92	2 323 191 201	1 884 825 084	438 366 117
Transfert en capital	2 094 000 000	954 863 000	250 000 000	0	3 298 863 000	3 048 863 000	250 000 000	3 048 863 000	92	3 048 863 000	3 048 863 000	92	3 048 863 000	3 048 863 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	10 059 654 000	-1 193 572 475	-2 026 461 514	614 181 000	7 453 801 011	7 453 801 011	0	7 453 801 011	100	7 453 801 011	7 453 801 011	100	7 442 701 268	7 411 053 269	31 647 999
Dépenses de fonctionnement	488 284 000	-107 748 607	-50 091 514	0	330 443 879	330 443 879	0	330 443 879	100	330 443 879	330 443 879	100	326 343 896	294 695 897	31 647 999
Transferts courants	1 021 370 000	0	-101 370 000	0	920 000 000	920 000 000	0	920 000 000	100	920 000 000	920 000 000	100	920 000 000	920 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 200 000 000	-1 085 823 868	0	114 181 000	228 357 132	228 357 132	0	228 357 132	100	228 357 132	228 357 132	100	221 357 372	221 357 372	0
Transfert en capital	7 350 000 000	0	-1 875 000 000	500 000 000	5 975 000 000	5 975 000 000	0	5 975 000 000	100	5 975 000 000	5 975 000 000	100	5 975 000 000	5 975 000 000	0
65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de	40 759 898 000	-3 266 379 887	547 000 000	311 406 692	38 351 924 805	30 029 434 087	8 322 490 718	30 029 434 087	78	30 029 434 087	30 029 434 087	78	30 014 923 217	29 789 439 789	225 483 428
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	-132 578 483	0	0	267 831 517	267 831 517	0	267 831 517	100	267 831 517	267 831 517	100	266 471 333	250 589 873	15 881 460
Transferts courants	18 613 571 000	1 129 999 998	547 000 000	0	20 290 570 998	20 290 570 998	0	20 290 570 998	100	20 290 570 998	20 290 570 998	100	20 290 570 998	20 160 570 998	130 000 000
Investissements exécutés par l'état	1 117 917 000	-25 801 402	0	311 406 692	1 403 522 290	1 401 031 572	2 490 718	1 401 031 572	100	1 401 031 572	1 401 031 572	100	1 387 880 886	1 308 278 918	79 601 968
Transfert en capital	20 628 000 000	-4 238 000 000	0	0	16 390 000 000	8 070 000 000	8 320 000 000	8 070 000 000	49	8 070 000 000	8 070 000 000	49	8 070 000 000	8 070 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	19 336 130 000	7 340 248 886	250 000 000	1 554 945 846	28 481 324 732	28 116 702 752	364 621 980	27 837 082 954	98	27 703 407 795	27 703 407 795	97	26 921 114 566	26 223 377 003	697 737 563
Dépenses de fonctionnement	267 308 000	-82 494 986	0	0	184 813 014	184 813 014	0	184 813 014	100	184 813 014	184 813 014	100	182 478 113	176 284 201	6 193 912
Transferts courants	381 822 000	150 000 000	0	0	531 822 000	531 822 000	0	531 822 000	100	531 822 000	531 822 000	100	531 822 000	381 822 000	150 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :**2014****MOIS :****12-2014**

à la date du 31/12/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements executés par l'état	7 163 000 000	-1 138 256 128	0	1 120 862 846	7 145 606 718	6 780 984 738	364 621 980	6 501 364 940	91	6 367 689 781	6 367 689 781	89	5 587 731 453	5 046 187 802	541 543 651
Transfert en capital	11 524 000 000	8 411 000 000	250 000 000	434 083 000	20 619 083 000	20 619 083 000	0	20 619 083 000	100	20 619 083 000	20 619 083 000	100	20 619 083 000	20 619 083 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	114 469 744 000	37 772 809 823	10 481 986 795	395 339 296	163 119 879 914	161 168 443 347	1 951 436 567	160 728 443 347	99	160 678 299 734	160 668 299 734	98	160 597 794 641	158 510 808 650	2 086 985 991
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	-377 295 991	0	0	2 613 990 009	2 613 990 009	0	2 263 990 009	46	2 263 990 009	2 253 990 009	86	2 245 557 216	2 045 434 943	200 122 273
Transferts courants	93 258 458 000	26 583 656 700	10 313 986 795	0	130 156 101 495	130 156 101 495	0	130 066 101 495	100	130 066 101 495	130 066 101 495	100	130 066 101 495	128 366 101 495	1 700 000 000
Investissements executés par l'état	2 045 000 000	-1 433 550 886	0	395 339 296	1 006 788 410	940 351 843	66 436 567	940 351 843	93	890 208 230	890 208 230	88	828 135 930	641 272 212	186 863 718
Transfert en capital	16 175 000 000	13 000 000 000	168 000 000	0	29 343 000 000	27 458 000 000	1 885 000 000	27 458 000 000	94	27 458 000 000	27 458 000 000	94	27 458 000 000	27 458 000 000	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	1 340 050 000	0	-845 734 910	0	494 315 090	474 151 536	20 163 554	474 151 536	96	465 911 536	465 911 536	94	462 236 650	447 742 120	14 494 530
Dépenses de fonctionnement	300 050 000	0	-155 275 725	0	144 774 275	144 774 075	200	144 774 075	100	144 774 075	144 774 075	100	141 099 189	141 099 189	0
Investissements executés par l'état	1 040 000 000	0	-690 459 185	0	349 540 815	329 377 461	20 163 354	329 377 461	94	321 137 461	321 137 461	92	321 137 461	306 642 931	14 494 530
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	32 834 000 000	-66 785 090	-9 425 367 122	0	23 341 847 788	23 341 847 788	0	23 341 847 788	100	23 341 847 788	23 341 847 788	100	23 341 847 788	23 341 847 788	0
Dépenses de fonctionnement	120 000 000	-66 785 090	-8 784 821	0	44 430 089	44 430 089	0	44 430 089	100	44 430 089	44 430 089	100	44 430 089	44 430 089	0
Transferts courants	14 000 000	0	-14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	180 000 000	0	-102 582 301	0	77 417 699	77 417 699	0	77 417 699	100	77 417 699	77 417 699	100	77 417 699	77 417 699	0
Transfert en capital	32 520 000 000	0	-9 300 000 000	0	23 220 000 000	23 220 000 000	0	23 220 000 000	100	23 220 000 000	23 220 000 000	100	23 220 000 000	23 220 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et	15 776 828 080	-89 395 149	6 408 623 836	0	22 096 056 767	22 096 055 265	1 502	22 096 055 265	100	22 096 055 265	22 096 055 265	100	22 079 437 345	22 077 939 395	1 497 950
Dépenses de fonctionnement	139 527 080	-42 882 649	-21 376 164	0	75 268 267	75 266 765	1 502	75 266 765	100	75 266 765	75 266 765	100	58 648 845	57 150 895	1 497 950
Transferts courants	1 867 301 000	-20 000 000	1 000 000 000	0	2 847 301 000	2 847 301 000	0	2 847 301 000	100	2 847 301 000	2 847 301 000	100	2 847 301 000	2 847 301 000	0
Transfert en capital	13 770 000 000	-26 512 500	5 430 000 000	0	19 173 487 500	19 173 487 500	0	19 173 487 500	100	19 173 487 500	19 173 487 500	100	19 173 487 500	19 173 487 500	0
Totaux (1)	1 352 010 000 000	18 021 700 199	795 817 130	28 850 000 000	1 399 677 517 329	1 288 036 043 115	111 641 474 214	1 278 126 639 829	91	1 249 548 275 399	1 249 528 974 429	89	1 233 662 378 115	1 190 953 660 307	42 708 717 808

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises